

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 20 novembre 2011

N° 378

PRIX : 0,60 euro

COTE D'IVOIRE



**LES CLASSES PAUVRES N'ONT RIEN A ESPERER
DES ELECTIONS LEGISLATIVES A VENIR**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

E d i t o r i a l

Côte d'Ivoire :

- les classes pauvres n'ont rien à espérer des élections législatives à venir

- Propagande ethnique en marche (page 3)

-BNA :

Après 8 jours de grève, le patron appelle les FRCI au secours (page 4)

Page 5

Grève générale au Tchad : une petite victoire pour les travailleurs

Page 6

Les mallettes de la Francafrrique : une affaire qui a fait « pschitt »

Page 7

La crise de la zone euro a atteint l'Afrique

ABONNEMENT

France :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

CÔTE D'IVOIRE

**LES CLASSES PAUVRES N'ONT RIEN À ESPERER
DES ELECTIONS LEGISLATIVES À VENIR**

L'actualité politique est marquée par les élections législatives prévues en principe pour le mois de décembre. La grande question qui agite le milieu politique est de savoir si le FPI participera ou pas à ce scrutin.

Ouattara a besoin de parer son pouvoir d'un vernis démocratique, lui qui a accédé à sa place par les armes et de surcroît celles de l'expansion coloniale. Il compte donc sur la présence du FPI non seulement au scrutin mais aussi sur les bancs de l'Assemblée pour pouvoir jouer au démocrate et acquérir un peu plus de légitimité.

Les dirigeants du FPI qui ne sont pas des novices, posent leurs conditions et font monter les enchères. Ouattara s'est impliqué en personne dans les tractations et a accordé quelques concessions mineures : libération d'une vingtaine de personnalités proches de Gbagbo enfermées depuis huit mois et déblocage de nombreux comptes bancaires des dirigeants de l'opposition. Mais apparemment ces concessions n'ont pas suffi à amadouer le FPI et le convaincre de jouer le jeu de présenter une liste à ces élections. Ses dirigeants continuent de poser comme préalable la mise en liberté du couple Gbagbo et de ses proches. Les inscriptions des candidats à la législative étant maintenant closes, Ouattara semble faire le deuil de la participation du FPI.

L'appareil de ce parti ne joue pas le jeu mais certains éléments issus de son sein ont annoncé qu'ils se présenteront en tant qu' « indépendant ». Pouvoir percevoir pendant cinq ans de mandat une paye en tant que député a dû peser lourd dans leur choix.

Mais de toute façon avec ou sans opposition parlementaire, les pouvoirs exécutifs c'est-à-dire les gouvernements qui se sont succédé dans notre pays ont toujours appliqué une politique conforme aux intérêts des classes riches. Les dirigeants du FPI qui aujourd'hui jouent aux offusqués, n'ont dans le passé même pas fait ne serait-ce que semblant de s'opposer aux nombreuses mesures anti-ouvrières telles que, par exemple, la réforme du code du travail qui permet depuis l'époque Bédié, aux patrons de transformer les ouvriers en journaliers à vie. Les blocages des salaires, le démantèlement des services publics utiles à la population tels que les écoles et les hôpitaux, constituent autant d'attaques en règle contre des conditions d'existence des classes pauvres face auxquelles les parlementaires ne feront même pas semblant de s'opposer.

Tous ces gens-là se connaissent et se côtoient. Ils habitent souvent les mêmes quartiers que les riches industriels; ils fréquentent les mêmes restaurants; se rencontrent dans les mêmes conseils d'administration des entreprises, quand ils ne sont pas eux-mêmes actionnaires ou n'ont pas des relations d'affaire entre eux. En Côte d'Ivoire, il est connu que la grande majorité des députés sont eux-mêmes à la tête d'entreprises. Alors, en défendant les intérêts des riches, c'est tout naturellement qu'ils défendent leurs propres intérêts.

Il y a aussi tous les milliards donnés aux riches industriels, ne serait-ce qu'en annulation de leurs arriérés d'impôts, sous prétexte de crise, comme si les populations pauvres, elles, n'avaient pas vécu les mêmes choses en pire ! Il y a aussi les déguerpissements des quartiers pauvres et des trottoirs où les pauvres se débrouillent. Alors, autant dire que ce parlement, ce sera la 5^{ème} roue du carrosse et servira tout juste à caser des amis. C'est dire qu'avec ou sans la participation du FPI, cela ne change absolument rien pour les travailleurs et les pauvres.

**Nous reproduisons ci-dessous des extraits du journal *Le Pouvoir*
Aux Travailleurs N°177 édité en Côte d'Ivoire**

ELECTIONS LEGISLATIVES

PROPAGANDE ETHNIQUE EN MARCHÉ

Bien que la campagne électorale officielle ne soit pas encore lancée, les différents protagonistes à la députation sont déjà en campagne dans leurs bastions respectifs.

Voici, par exemple, les propos tenus à Man par l'un d'entre eux, un certain Konaté Sidiki, bras droit de Soro Guillaume: « il faut que les gens de l'UDPCI se mettent en tête que nous, les Malinké, nous sommes déjà maîtres du territoire Manoï. Nous allons prendre la députation et aussi la mairie et d'ailleurs, tous les adjoints au maire seront "Dioula" ».

Ceux qui tiennent ce genre de propagande sont des salauds, quand on sait tout ce qui s'est passé dans ce pays.

Or, des gens comme ce Konaté Sidiki, il y en a beaucoup et dans tous les partis : FPI, PDCI, RDR.

De tels propos peuvent être tenus dans d'autres régions, Bété, Baoulé ou Agni, semant partout la division et la haine entre les différentes ethnies.

N'ayant aucune différence dans leur programme, ces dirigeants politiques se basent sur leurs ethnies pour parvenir au pouvoir. Et pour obtenir un poste de député, ils sont prêts à marcher sur des cadavres !

**ENCORE UN VILLAGE VICTIME
DE LA BARBARIE DES FRCI**

Le village d'Ebilassokro (Abengourou), dans la nuit du 16 au 17 novembre, a été victime des exactions de la part des FRCI qui y sont basées. On dénombre un mort et six blessés par balles.

Tout est parti d'un incident. Le "président de la jeunesse" du village rentrant de son champ a eu des altercations avec les éléments des FRCI qui tiennent un barrage à l'entrée du village. Ces

derniers l'ont malmené lui faisant perdre une dent. Ce qui a provoqué la révolte des villageois. Dans leur manifestation de ras-le-bol, ils ont mis en déroute ces FRCI, saccageant la brigade de gendarmerie qui leur servait de base. Ceux-ci dans leur repli sont allés chercher du renfort et sont revenus dans le village en expédition punitive. C'est ainsi que durant toute la nuit du 16 au 17 novembre, ils se sont livrés à une chasse

à l'homme qui s'est soldée par le bilan que nous connaissons.

Les gouvernements changent. Mais l'armée reste un chien de garde de la bourgeoisie dressée pour tenir en laisse les populations pauvres.

BNA : APRES 8 JOURS DE GREVE LE PATRON APPELLE LES FRCI AU SECOURS

BNA est une entreprise située à la zone industrielle de Yopougon. Elle fabrique des bassines en plastique appelées communément « seau Gbagbo ».

Cette petite entreprise emploie tout au plus une soixantaine de travailleurs. Elle n'a aucune existence légale. BNA existe depuis 7 ans mais aucun des travailleurs n'est embauché ni déclaré à la CNPS. Les travailleurs sont payés sans bulletin de paie. Les salaires sont fixés à la tête du client. Ils sont payés à 1000F, 1500F, 2000F ou 2500 F au maximum par jour, toutes indemnités comprises.

Refusant de continuer à travailler dans de telles conditions, les travailleurs ont engagé des démarches depuis le mois de juillet. Ils ont contacté la sous direction de l'Inspection de travail de Yopougon qui a convoqué 6 fois la direction de l'entreprise sans qu'elle ne daigne se déplacer. Alors les travailleurs se sont organisés en syndicat affilié à l'Ugtci mais le patron refuse toujours de rencontrer qui que ce soit. En octobre, les travailleurs ont déposé un préavis de grève de 6 jours. Le délai dépassé, ils ont entamé une grève le lundi 31 octobre.

Pour toute réponse, le patron a fait appel aux éléments de la section Frci de la BAE (Brigade Anti Emeutes) de Yopougon pour venir intimider les travailleurs. Pendant une semaine, le commandant, un certain « Soro Nindja » a fait pression sur les travailleurs pour qu'ils reprennent le travail sans condition. Comme les travailleurs refusaient toujours de reprendre, le 10 novembre, le commandant et une dizaine de ses éléments sont venus embarquer des travailleurs de force pour les emmener à leur base. Tout d'abord ils les

ont fait courir depuis la zone, femmes comme garçons, dont une vieille ouvrière âgée de plus de cinquante ans. Ensuite, arrivés dans leur camp, ils ont fait passer un mauvais quart d'heure aux travailleurs.

Comme de vulgaires voleurs, les travailleurs ont été contraints d'effectuer des pompes pendant une trentaine de minutes, de marcher à genoux et ramper à plat ventre sur un terrain caillouteux. Ils ont même fait coucher les femmes et les personnes âgées sur le dos face au soleil de midi. Ce commandant, proférant des menaces contre les travailleurs a même dit que, eux, les Frci, ils tuent sans être inquiétés. Et que lui, tellement il est fâché parce que les travailleurs ne veulent pas reprendre le travail, qu'il a envie de les massacrer tous ; que dans ce camp, ils font ce qu'ils veulent, car ce sont eux qui font la loi.

Ce cauchemar n'a pris fin qu'aux environs de 17 h 30. Mais les travailleurs n'ont rien lâché malgré les genoux, les bras et les ventres ensanglantés, malgré les humiliations et les bastonnades qu'ils ont subies.

Jusqu'à ce jour, la grève continue. Les travailleurs ne veulent toujours pas reprendre le travail. Pour le moment l'usine reste toujours fermée et les travailleurs de manière discrète surveillent les entrées et les sorties.

Devant cette impasse, des travailleurs ont proposé de faire connaître leur grève aux travailleurs des autres entreprises de la zone pour leur expliquer leurs conditions de travail, sachant que nombre d'entre eux vivent eux aussi la même situation.

Ensemble, ils peuvent être plus forts, face à ce patronat qui ne cèdera que s'il est vraiment pris à la gorge.

Quant aux agissements des Frci, ils montrent bien qu'ils sont pareils que les Fds, quand il s'agit de réprimer les travailleurs et servir comme chiens de garde aux riches.

DARLING : POUR FAIRE RECULER LE PATRON IL FAUDRA AUTRE CHOSE QU'UN SIMPLE PAPIER !

Après plusieurs tentatives de négociations infructueuses avec le patron, les délégués des travailleurs viennent de déposer la liste des revendications à la sous direction de l'Inspection de travail de Yopougon. Ces revendications tournent autour de : embauche de tous les journaliers, augmentation de salaire, changements catégoriels et amélioration des conditions de travail.

murs et des caméras de surveillance dans tous les coins de l'usine comme dans un camp de concentration.

Les travailleurs attendent sans illusion la réponse que le patron va donner à leurs revendications. Déjà dans les coulisses, il dit haut et fort, à qui veut l'entendre, que la loi ne l'oblige pas à payer plus que le Smig et que celles votées en 1996 et en 2004 l'autorisent à maintenir les travailleurs comme journaliers à vie !

Dans cette usine de plus de 1000 travailleurs, les embauchés n'atteignent pas la centaine. La majorité des travailleurs sont des journaliers qui ne travaillent que quand la commande est forte et sont aussitôt jetés à la porte une fois la production satisfaite. D'ailleurs, ce patron se comporte avec les travailleurs comme s'ils étaient des prisonniers. Depuis quelques mois, il a installé des barbelés sur les

D'ailleurs, les anciens savent que ce ne sont pas de simples papiers déposés à l'Inspection de travail, de surcroît, aux ordres, que la direction cèdera quelque chose. Le seul langage que les exploiters comprennent, et qui les oblige à faire face à nos problèmes, c'est la lutte !

GREVE GENERALE AU TCHAD

UNE PETITE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS

« En République du Tchad, avant les salaires étaient autour de 30.000, et parfois même moins. Mais avec cette nouvelle grille, le type qui est au niveau du SMIC est autour de 70.000 francs. (...) Nous n'avons plus de raison de maintenir les travailleurs à la maison, et nous avons lancé un appel à tous les travailleurs, de reprendre le travail demain (14 novembre) dès 7 heures) ».

Confédération libre des travailleurs du Tchad (CLTT) ont mis fin à une dure grève commencée le 25 octobre dernier et qui a duré trois semaines.

C'est par cette déclaration à la presse que les responsables des deux principaux syndicats, l'Union des syndicats du Tchad (UST) et la

Les travailleurs, aussi bien du public et que du privé revendiquaient, entre autres, un doublement de salaire, leur prise en charge par la sécurité sociale et une retraite décente. La première semaine de grève, les autorités avaient fait la sourde oreille et refusaient de discuter avec les représentants des grévistes. A la deuxième semaine, vu que les travailleurs étaient déterminés à poursuivre leur mouvement, elles

avaient fait intervenir les forces de répression. Policiers et gendarmes quadrillaient la ville de Ndjaména, entraient dans des concessions pour menacer les grévistes. C'est ainsi que deux responsables syndicaux avaient été enlevés. Mais la répression et les menaces n'avaient pas affaibli le mouvement de grève. Idriss Déby était obligé de désigner un de ses ministres pour négocier avec les grévistes, sans succès.

A la troisième semaine, le pays était presque paralysé. Pris de panique, Déby décide lui-même de négocier directement avec les responsables syndicaux. La rencontre s'est soldée par un accord : les salaires devraient augmenter de 20% dès janvier 2012, puis de 40 % en 2013 et 2014. Un décret présidentiel portant sur cet accord a été signé le 12 novembre.

Rappelons que l'UST avait dirigé une grève générale des travailleurs en octobre 2010 ; celle-ci avait duré un mois. Les revendications étaient presque les mêmes, et en particulier sur une augmentation de salaires. Mais le gouvernement n'avait pas cédé. Mais cette fois-ci, il a plié le genou même si les travailleurs n'ont

pas eu entière satisfaction. Depuis plus de 20 ans les salaires étaient bloqués pour tous les travailleurs (sauf dans les secteurs de l'enseignement et de la santé qui bénéficient d'un statut particulier) alors que les prix des aliments de base comme le mil, le riz, la viande ou le poisson ont doublé voire même triplé sur les marchés.

Les travailleurs ont repris le travail la tête haute avec le sentiment qu'ils ont marqué un point contre le gouvernement et contre son arrogance envers le monde du travail.



Travailleurs à la tâche dans une rue de Sarh

LES MALETTES DE LA FRANCAFRIQUE UNE AFFAIRE QUI A FAIT "PSCHITT" ?

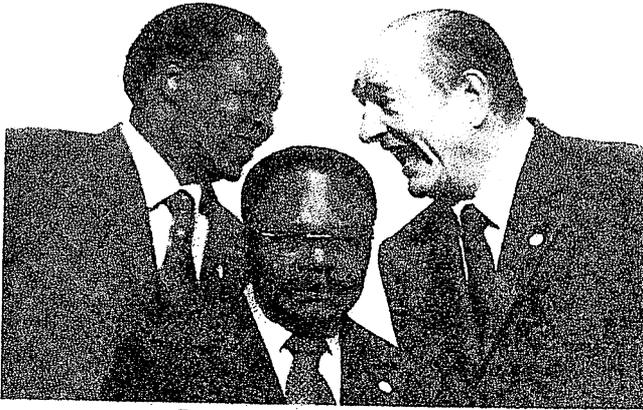
La justice française, après avoir fait semblant de mener des investigations à la suite des déclarations de l'avocat Robert Bourgi (qui assure que par son intermédiaire, entre 1997 et 2005, de nombreux chefs d'Etats africains avaient livré d'importantes sommes d'argent pour financer la campagne électorale de Jacques Chirac, entre autres), a fini par fermer le dossier en affirmant qu'elle n'a pas pu obtenir des preuves de l'accusation. De plus, pour enterrer une fois pour toutes cette affaire qui a permis de lever un petit coin de voile sur la "Françafrique", la justice française a décidé qu'il y a prescription sur les faits. Bref, circulez, il n'y a rien à voir!

Parmi les donateurs cités figurent Omar Bongo (Gabon), Teodoro Obiang Nguema (Guinée équatoriale), Abdoulaye Wade (Sénégal),

Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Blaise Compaoré (Burkina Faso) et Laurent Gbagbo (Côte d'Ivoire).

Mamadou Koulibaly, l'ancien président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et ex-"numéro 2" du régime de Gbagbo a confirmé qu'une somme de "trois millions d'euros" a été versée par la Côte d'Ivoire pour financer la campagne électorale de Chirac en 2002.

Le président sénégalais, quant à lui, a déclaré que les accusations de Robert Bourgi étaient calomnieuses à son égard et que lui et son fils Karim allaient porter plainte pour diffamation. Robert Bourgi a fini par se retracter en disant qu'il avait cité le nom de Wade parmi les donateurs "sous le coup de l'émotion". Du coup, ce dernier a aussitôt retiré sa plainte.



Comptoir, Bongo et Chirac

Voilà donc une affaire politico-financière qui fait "pschitt" selon l'expression consacrée par Chirac à une précédente affaire le concernant. Mais ce n'est pas parce qu'on met le couvercle sur les pratiques occultes qui durent depuis les temps coloniaux entre la France et ses anciennes colonies qu'elles n'existent pas. Ces pays sont

officiellement indépendants depuis plus d'un demi-siècle mais mille et un liens les maintiennent toujours sous la dépendance de l'ancienne puissance coloniale. Celle-ci détient toujours d'énormes intérêts dans différents secteurs économiques. Ses bases militaires sont toujours implantées au Gabon, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, au Tchad et à Djibouti. Elles sont prêtes à être utilisées pour défendre les intérêts de l'impérialisme français au cas où ils seraient mis en cause quelque part sur le continent ou bien pour venir en aide à un régime soumis, en cas de besoin.

Les quelques millions d'euros transférés par mallettes vers Paris par l'intermédiaire d'un "porteur de valises" comme Bourgi en disent long sur les relations entre les dirigeants français et leurs valets en Afrique. Néanmoins, ils ne constituent en réalité qu'une goutte d'eau comparée au pillage des ressources du continent africain par les anciennes puissances coloniales.

LA CRISE DE LA ZONE EURO ATTEINT L'AFRIQUE

Les experts économiques du FMI reconnaissent que la crise monétaire puis économique consécutive à la chute de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers en septembre 2008, a eu des conséquences graves sur la croissance économique en Afrique. Le taux moyen de cette croissance qui était selon eux de 6% en 2007 est passé à 1,9 % en 2009.

D'autre part les estimations du FMI, relayées par le journal économique « Les Echos » dans son édition du 14 novembre, prévoient qu'en cas de récession en Europe, 23 millions de personnes seront poussées sous le seuil de pauvreté dans les pays à bas revenu, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. Le FMI examine une autre hypothèse : Si en même temps que la crise financière (même sans récession) les spéculateurs se jettent, comme au premier semestre 2008 sur les matières premières, il n'y aura pas 23 millions mais 31 millions de personnes nouvelles sous ce seuil de pauvreté qui est évalué à 1,25 dollar par personne et par jour.

Les travailleurs et les populations d'Afrique ne sont pour rien dans la crise de 2008,

mais cela n'a pas empêché les capitalistes et les grandes puissances de leur faire payer la note sous une forme de spéculation sur les denrées alimentaires et sur les produits pétroliers, sous forme d'augmentation des taux de crédit etc. Avec la crise actuelle qui est une continuation de celle de 2008, ils risquent de payer une deuxième fois pour rien.

Dans les pays industrialisés la crise économique de 1929 s'est traduite par des faillites en série des entreprises, par la mise à la porte de leurs salariés, par l'appauvrissement brutal et général de la population. Cette crise a débouché sur la guerre mondiale de 39/45 pour laquelle les peuples d'Afrique ont payé un lourd tribut sous forme de milliers de morts et de blessés graves.

Personne aujourd'hui ne peut dire combien durera la crise actuelle ni quels seront son ampleur et son aboutissement. Ce qui est sûr c'est que ce sont les travailleurs qui en subissent les conséquences. Ils n'ont pas dit leur dernier mot pour refuser d'en faire les frais. La partie de

bras de fer qui s'annonce entre les capitalistes et les travailleurs n'en est qu'à ses débuts.

De grands affrontements entre les deux classes sociales fondamentales peuvent survenir

et déboucher sur la remise en cause du système capitaliste par les travailleurs. Dans ce combat les travailleurs d'Afrique ont toute leur place aux côtés de leurs frères des pays industrialisés.

LA FAMINE RISQUE DE S'AGGRAVER EN AFRIQUE

Depuis l'année 2008 au cours de laquelle de nombreuses émeutes de la faim ont éclaté, la situation ne s'est pas vraiment améliorée en Afrique. Certes les prix des denrées alimentaires de base qui avaient flambé au cours de cette année ont fléchi quelque peu pendant un certain temps mais actuellement leur évolution a repris une courbe ascendante.

Pourtant au niveau mondial la production céréalière globale n'a pas baissé bien au contraire. Cela aurait pu avoir comme conséquence la baisse des cours mondiaux, mais c'est le contraire qui est en train de se produire selon la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Dans les pays pauvres le prix de certaines denrées indispensables aurait subi une augmentation de 33%. La plupart des pays d'Afrique subissent ce genre de situation car leur potentiel agricole, même lorsqu'il existe, n'est pas orienté vers la production vivrière qui permettrait à la population de manger à sa faim.



La sécheresse qui sévit actuellement dans la Corne de l'Afrique a déjà fait des dizaines de milliers de morts et menace 12 millions de personnes.

Les meilleures terres sont souvent entre les mains de grands propriétaires terriens qui produisent des denrées exportables susceptibles

de leur procurer des devises. C'est ainsi que des pays où la majorité des gens ne mangent pas à leur faim exportent des haricots verts, des bananes, des mangues, des ananas, de la vanille, du coton, du café, du cacao ou des fleurs, en direction des pays riches parce que ceux-ci ont les moyens de les acheter. Les terres consacrées à ces productions bénéficient d'un peu de mécanisation, d'irrigation et d'engrais pendant que les parcelles aux mains de paysans pauvres restent tributaires des aléas climatiques et d'outils rudimentaires.

Cela fait que même lorsque le riz, la patate douce ou le haricot sont produits localement, leurs prix sont souvent supérieurs à ceux des denrées importées, produites ailleurs avec des moyens moins rudimentaires. Face à la concurrence internationale et aux aléas climatiques tels que les périodes de sécheresse de plus en plus longues intercalées par des inondations courtes mais ravageuses, les petits producteurs n'arrivent plus à récolter suffisamment de fruits ou de grains. Par voie de conséquence, les collecteurs qui habituellement effectuaient des tournées pour acheter les récoltes, se déplacent de moins en moins chaque année et risquent de cesser leur activité pour cette année ; ce qui se traduirait par des difficultés supplémentaires pour le monde agricole et les villages concernés.

A l'heure actuelle les vieilles parcelles de plantations de cocotiers, de manguiers et divers autres produits de plusieurs pays d'Afrique et de l'océan Indien tels que Madagascar et les Comores, sont victimes de maladies face auxquelles les planteurs restent impuissants faute de moyens pour les combattre. Des variétés résistantes ainsi que des produits phytosanitaires ont été mis au point par les centres de recherche, mais la majorité des planteurs n'ont pas les

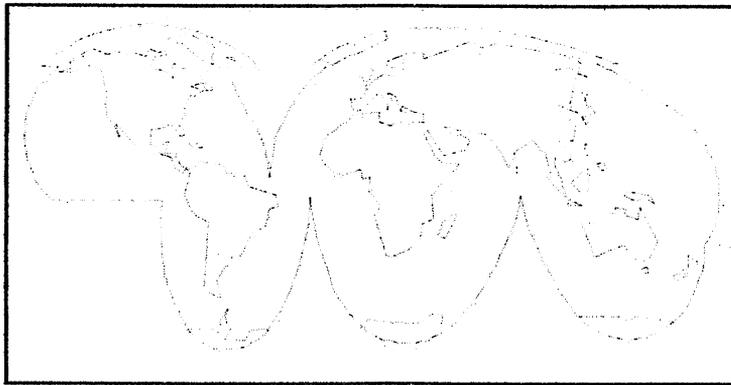
moyens de se les procurer parce que dans le monde actuel il faut avoir de l'argent pour cela.

A ces calamités s'ajoutent les invasions de criquets favorisées par les incendies des forêts. La lutte contre ces insectes nécessite des moyens importants tels que des avions et des hélicoptères à déployer de façon simultanée à l'échelle de plusieurs pays pour répandre les insecticides sur les essaims de larves. Ces moyens sont pour l'essentiel habituellement pris en charge par des prêts ou des donations internationales qui cette année feront défaut du fait du tarissement des crédits. Tout cela aura comme résultat la chute de

la production et donc le développement de la sous alimentation voire de la famine pour des millions de gens.

Les ressources de la planète sont énormes et permettraient de nourrir, vêtir, éduquer et soigner tous ses habitants. Il faudrait pour cela que ces ressources ainsi que les moyens technologiques pour les exploiter et les répartir entre tous, soient débarrassés de la mainmise des exploiters capitalistes qui ne raisonnent qu'en terme de profits qu'ils pourraient extraire. C'est cela qui entrave aujourd'hui le développement humain.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.